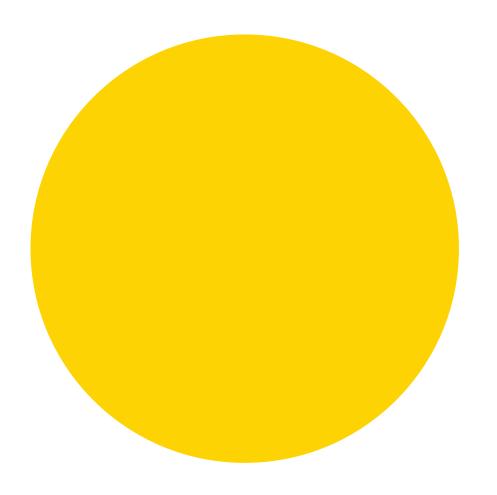






# ENQUÊTE 2018

SYNTHÈSE —	3-4
1 PROFIL	5-11
2 ACTIVITÉ	12-17
3 EMPLOI	18-20
4 SITUATION FINANCIÈRE	21-23
5 CROISSANCE INTERNE	24-25
CROISSANCE EXTERNE	26-30
7 FINANCEMENTS EXTERNES	31-34
8 MÉTHODOLOGIE	35-36





Ces résultats proviennent de la 8° enquête annuelle menée conjointement par **la DGE et Bpifrance** auprès des 3 485 entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales<sup>(1)</sup>, en mars-avril 2018. L'analyse porte sur l'échantillon redressé de 531 ETI.

<sup>(1)</sup> ETI dont la tête de groupe est en France.



# **SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION** ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ

**EN HAUSSE DE 13 POINTS SUR 1 AN** 



# **SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION** ATTENDUE DES EFFECTIFS EN FRANCE

**EN HAUSSE DE 14 POINTS SUR 1 AN** 



# PART DES ETI QUI ONT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

**AU COURS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE** 



## INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'INVESTISSEMENT

EN HAUSSE DE 10 POINTS SUR 1 AN



### PROPORTION D'ETI QUI ONT DES PROJETS DE CRÉATION

DE NOUVELLES FILIALES CETTE ANNÉE



#### PROPORTION D'ETI QUI ENVISAGENT DE PRENDRE DE NOUVELLES PARTICIPATIONS **CETTE ANNÉE**

# Points clés

- Interrogées en mars-avril 2018, les ETI françaises anticipent une bonne année 2018. Sur 9 indicateurs prévisionnels de performance, 7 d'entre eux atteignent cette année un record depuis la création de l'enquête en 2011 (1), tandis qu'1 se maintient à son maximum (2) et 1 enregistre sa 2e meilleure année en 2018 (3).
- L'optimisme des ETI sur l'activité est notamment nourri par des anticipations très favorables de la demande, à la fois sur le plan national et à l'export pour les ETI les plus internationalisées.
- Afin de répondre à cette demande, les ETI ont des perspectives ambitieuses de renforcement de leurs effectifs, tant en France qu'à l'étranger. Pour autant, la prégnance des difficultés de recrutement, lesquelles affectent 9 ETI 10, risque de ralentir le processus d'embauche et potentiellement peser sur le rythme de croissance des ETI à moyen terme.
- Les anticipations favorables d'activité poussent également les entreprises à maintenir un effort d'investissement soutenu, facilité par des conditions de financement toujours aisées et par la situation financière très favorable des ETI.
- Les projets de croissance externe devraient être très nombreux pour 2018, tant du côté des créations de filiales que des prises de participation.

Cette enquête conjointe **Bpifrance-DGE**, consultable sur le site www.bpifrance-lelab.fr, a fait l'objet d'une synthèse dans le « 4 pages » de la DGE (N° 84, juin 2018).

<sup>(1)</sup> Activité, carnet de commandes, effectif en France, effectif à l'étranger, investissement, création de filiales, prise de participation.

<sup>(2)</sup> Trésorerie.

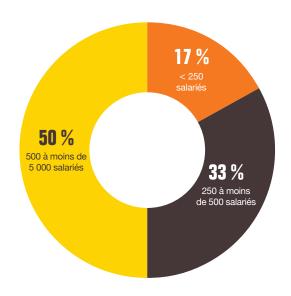
<sup>(3)</sup> Activité export.



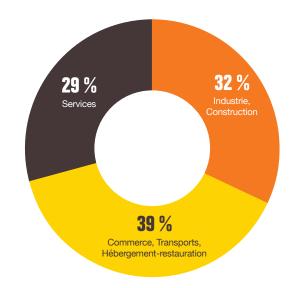


# **Caractéristiques** des 531 ETI nationales répondantes

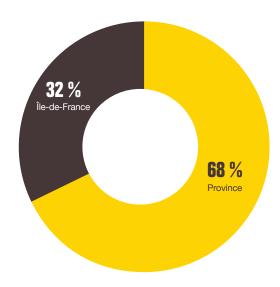
· RÉPARTITION DES ETI PAR TAILLE



#### · RÉPARTITION DES ETI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



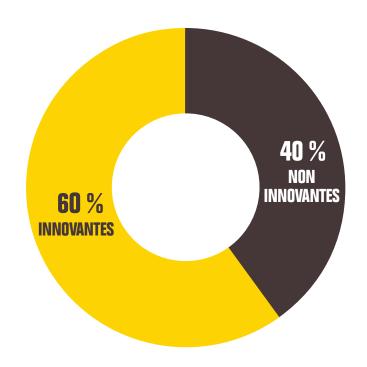
#### · RÉPARTITION DES ETI PAR RÉGION



#### **ETI et innovation**

En 2018, près des 2/3 des ETI sont innovantes, essentiellement pour avoir financé des frais de recherche et développement, et/ou déposé des brevets/marques/dessins/modèles. Parmi les ETI innovantes, 38 % appartiennent au secteur de l'Industrie.

#### · RÉPARTITION DES ETI SELON LEUR CARACTÈRE INNOVANT

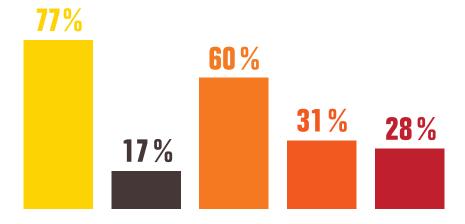


Base: échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

# • ETI INNOVANTES : CARACTÉRISATION DES ACTIONS (AU COURS DES 3 DERNIÈRES ANNÉES)

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :



- A. Financement des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recrutement de personnel de R&D.
- **B.** Acquisition d'une licence d'exploitation, d'un procédé ou d'une technologie.
- C. Dépôt d'un brevet, marque, dessin ou modèle.
- Développement pour le compte de tiers d'un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré.
- E. Commercialisation d'un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisation d'un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

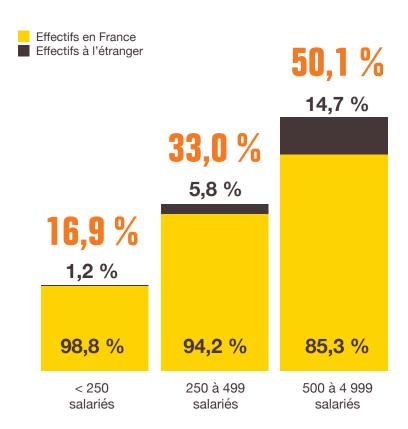
Base: échantillon redressé.

# **Emploi**

#### Plus de la moitié des ETI a moins de 500 salariés.

La moitié des ETI a moins de 495 salariés (moins de 443 en France) et 1/4 plus de 815 (plus de 700 en France). En 2018, 87 % en moyenne des effectifs salariés des ETI se situent en France et seuls 13 % à l'étranger.

#### · RÉPARTITION PAR CLASSE D'EFFECTIF AVEC VENTILATION DES EFFECTIFS EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER



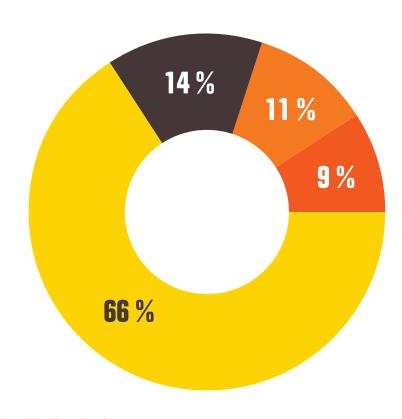
Base: échantillon redressé.

Source: enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

Les ETI sont principalement implantées en France : 66 % y ont la totalité de leur effectif et 86 % y ont plus des 3/4. Les 14 % d'ETI ayant moins de 75 % de leur effectif en France sont pour plus des 3/4 (83 %) des entreprises de 500 salariés ou plus, et les 2/3 (69 %) appartiennent au secteur de l'Industrie.

#### · RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART D'EFFECTIF EN FRANCE





Base: échantillon redressé.

#### Activité à l'international

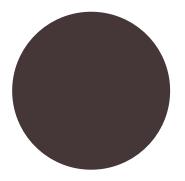
#### Près de 40 % des ETI ont une activité à l'international.

Le pourcentage moyen du chiffre d'affaires réalisé hors de France est de 14 % et 22 % des ETI font au moins le quart de leur activité en dehors de l'Hexagone.

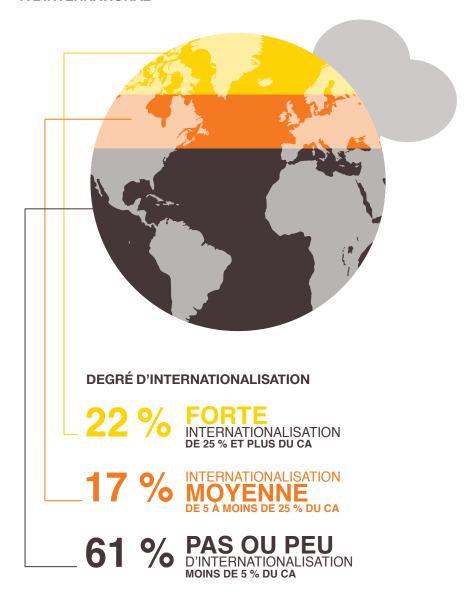
La taille des ETI a une influence sur le poids moyen de l'international dans l'activité consolidée : il est de 11 % pour les ETI de moins de 500 salariés et de 18 % pour celles de 500 à 5 000 salariés. L'innovation est un facteur encore plus discriminant : les ETI classées innovantes réalisent en moyenne 21 % de leur activité à l'international, soit 5 fois plus que les « non-innovantes ».

Les 2/3 (61 %) des ETI très internationalisées appartiennent au secteur de l'Industrie.

En moyenne, 63 % de l'activité internationale des ETI se fait au sein de l'Union européenne et 37 % dans le reste du monde.



#### · RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL

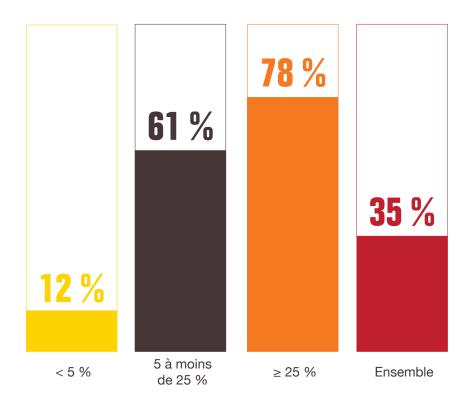


Base: échantillon redressé.

# **Implantation** à l'étranger

Les ETI dans leur ensemble ont en moyenne 2 filiales implantées à l'étranger. Parmi les 22 % d'ETI fortement internationalisées, 78 % d'entre elles ont en moyenne 6.1 filiales hors de France.

· PROPORTION DES ETI AYANT AU MOINS UNE FILIALE À L'ÉTRANGER SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL



Base: échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

Toutefois, seules 35 % des ETI ont au moins une implantation à l'étranger. L'analyse qui suit porte sur cette population.

Ces ETI ont en moyenne 5,9 filiales hors de France. Ce chiffre atteint 7,9 filiales chez les très internationalisées, contre 3,3 chez les moyennement internationalisées et 5 chez les pas ou peu internationalisées.

Plus des deux tiers (65 %) des filiales et co-entreprises à l'étranger dépendent des ETI très internationalisées et 90 % d'ETI innovantes.

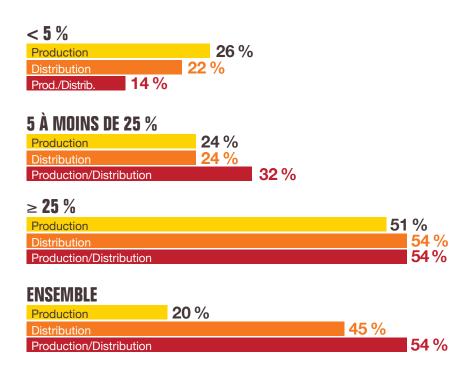




#### La nature des implantations à l'étranger, de production et/ou de distribution, dépend du degré d'internationalisation.

Les filiales à l'étranger peuvent être soit spécialisées dans la production ou dans la distribution, soit dans des structures mixtes. Pour les ETI peu ou pas internationalisées, les filiales sont le plus souvent spécialisées dans la production. À l'inverse, les filiales des moyennement internationalisées sont d'abord mixtes tandis que celles des très internationalisées sont également reparties entre les 3 types de filiales.

#### · RÉPARTITION DES ETI SELON LA PART DU CA À L'INTERNATIONAL ET LE TYPE DE LA FILIALE



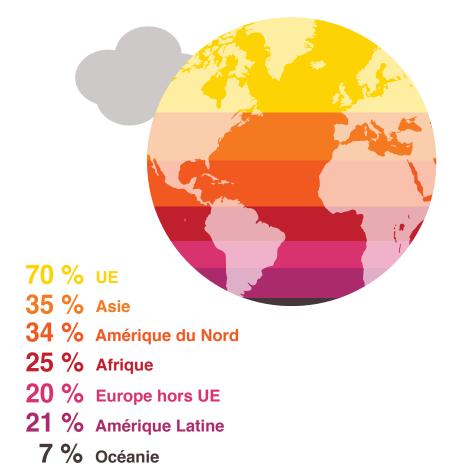
Base: échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

Les filiales à l'étranger sont principalement implantées dans l'Union européenne. Plus de 2 ETI sur 3 avec filiales étrangères y ont une ou plusieurs implantations.

Elles sont également présentes en Asie (35 %) et en Amérique du Nord (34 %).

#### · ZONE D'IMPLANTATION DES ETI À L'ÉTRANGER



Base: échantillon redressé - ETI ayant au moins une filiale à l'étranger.





Malgré le ralentissement de la croissance observée au 1er trimestre et le repli des indicateurs conjoncturels au 2e trimestre, les ETI dans leur ensemble espèrent encore au printemps une très bonne année 2018. Cette tendance se vérifie particulièrement pour les plus internationalisées d'entre elles qui ont bénéficié du rebond de l'activité mondiale depuis 2017.

Interrogées en mars-avril 2018, 59 % des ETI nationales (1) anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires consolidé sur l'année, tandis que 7 % seulement craignent une diminution. Le solde prévisionnel d'évolution de l'activité<sup>(2)</sup>, à +52, progresse de 13 points en 1 an. Il est à son plus haut niveau depuis 2011 (+48), date du début de l'enquête.

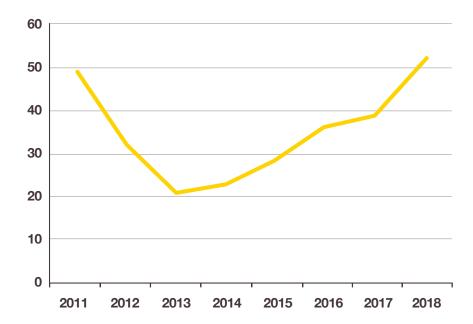
Du point de vue sectoriel, les ETI industrielles sont les plus optimistes. À +63, l'indicateur d'activité gagne 22 points en 1 an. Les secteurs liés à la consommation des ménages, Commerce, Transports, Hébergement-restauration, affichent également une forte progression : +15 points en 1 an.

Les anticipations favorables d'activité augmentent en fonction du degré d'internationalisation de l'ETI. En effet, 79 % des très internationalisées (réalisant au moins 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international) prévoient un développement de leur activité cette année et, à l'inverse, seules 3 % craignent un repli : à +76, le solde d'opinion gagne 32 points en 1 an. Les ETI peu ou pas exportatrices voient leur indicateur d'activité progresser de 10 points (à +45) et celles moyennement exportatrices (entre 5 % et 25 % de leur chiffre d'affaires à l'international) de 6 points ( $\dot{a} + 51$ ).

Même si les ETI innovantes demeurent nettement les plus optimistes (+59 en hausse de 11 points sur 1 an), les non-innovantes prévoient elles aussi une forte accélération de leur activité en 2018 (+43 en hausse de 16 points).



#### • PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Base: échantillon redressé.



Définition des ETI : cf. méthodologie.

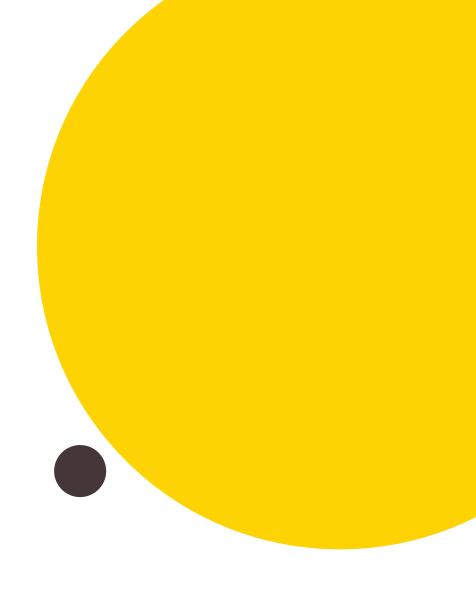
<sup>(2)</sup> Solde d'opinion : cf. méthodologie

# • PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ DES ETI EN 2018 (SOLDE D'OPINION EN %)

TAILLE EN 2017	PART DES ETI CONCERNÉES	SOLDE D'OPINION	SOLDE D'OPINION
TAILLE EN 2017 (effectif total)	OUNDLINELS	D OFTIVION	Rappel mars 2017
< 250 salariés	17 %	+ 39	+ 18
250 à moins de 500 salariés	<b>33</b> %	+ 41	+ 31
500 à moins de 5 000 salariés	<b>50</b> %	+ 63	+ 50
SECTEURS			
Industrie	<b>26</b> %	+ 63	+ 41
Construction	<b>6</b> %	+ 48	+ 52
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	<b>39</b> %	+ 43	+ 28
Services	<b>29</b> %	+ 55	+ 51
PART DU CA			
À L'INTERNATIONAL EN 2017			
Moins de 5 %	<b>61</b> %	+ 45	+ 35
5 % à moins de 25 %	<b>17</b> %	+ 51	+ 45
25 % et plus (ETI très internationalisées)	<b>22</b> %	+ 76	+ 44
PART DES EFFECTIFS			
EN FRANCE EN 2017			
Moins de 75 % (ETI très internationnalisées)	14 %	+ 75	+ 50
75 % à moins de 95 %	11 %	+ 70	+ 54
95 % à moins de 100 %	9 %	+ 63	+ 67
100 %	66 %	+ 43	+ 32
CLASSIFICATION			
« INNOVANTES »			
ETI innovantes	<b>60</b> %	+ 59	+ 48
ETI non innovantes	40 %	+ 43	+ 27
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 52	+ 39

Lecture : 50 % des ETI emploient de 500 à 4 999 salariés. Elles sont 63 % de plus à prévoir une hausse de leur chiffre d'affaires en 2018 plutôt qu'une baisse.

Base: échantillon redressé.





# **Quelle cohérence entre les résultats** de l'enquête sur les ETI et

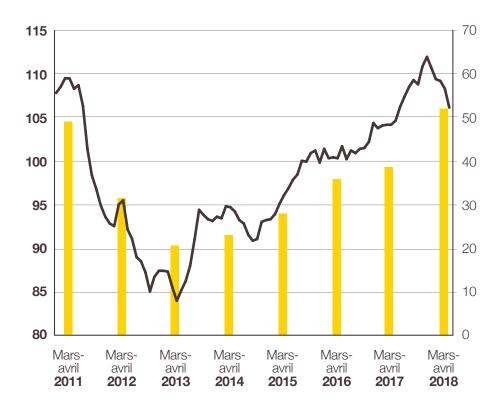
les derniers indicateurs conjoncturels?

Les résultats très positifs de l'enquête sur les ETI peuvent paraître en partie surprenants au regard du repli des derniers indicateurs conjoncturels au 2º trimestre. Pour autant, ils demeurent cohérents puisque l'enquête compare l'évolution des réponses des ETI entre mars-avril 2017 et mars-avril 2018, période où les indicateurs conjoncturels s'inscrivent eux aussi en nette hausse (1).

En effet, si le recul de l'indice du climat des affaires de l'INSEE (5 mois consécutifs de baisse : 106.2 points en mai contre 112.1 en décembre 2017) traduit bien un moindre optimisme des chefs d'entreprise au regard de la conjoncture à venir, notamment dans un contexte de grève des transports qui peut peser sur la confiance dans les Services, il demeure élevé, L'indicateur reste en effet sensiblement au-dessus de sa moyenne de long terme (100 points).



#### · INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES EN FRANCE ET PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DU CA POUR L'ANNÉE **EN COURS**



Lecture : échelle verticale de gauche = climat des affaires en France (indice, moyenne de long terme = 100). échelle verticale de droite = prévision d'évolution du CA (solde d'opinion en %).

Source : INSEE, enquêtes mensuelles de conjoncture - Bpifrance Le Lab - DGE, enquêtes annuelles auprès des ETI.

<sup>(1)</sup> À titre illustratif, l'indice du climat des affaires de l'INSEE s'inscrit en hausse de +5 % sur 1 an en mars 2018 et de +4 % en avril 2018

# Suivant la tendance amorcée depuis 2016,

# la demande devrait continuer de se renforcer en 2018

L'optimisme sur l'activité en 2018 est soutenu par de bonnes perspectives sur les carnets de commandes, qui s'étaient déjà fortement étoffés en 2017<sup>(1)</sup>. L'indicateur prévisionnel des carnets de commandes ou de réservations progresse à nouveau de 8 points en 1 an, à +33. Il atteint ainsi son plus haut niveau de 2011.

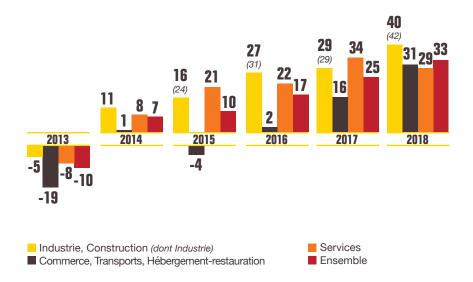
Cette tendance se vérifie pour l'ensemble des ETI quels que soient leur taille, leur degré d'internationalisation ou leur caractère innovant. Seul le secteur des Services craint un ralentissement de la demande.

Les anticipations de hausse de la demande sont les plus fortes dans les ETI de 500 salariés et plus (+36), dans l'Industrie (+42), parmi les innovantes (+39) et chez celles fortement internationalisées (+48).

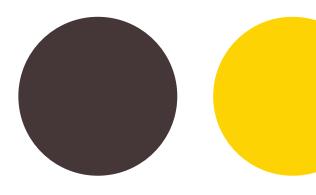
A contrario, la progression attendue de la demande apparaît la plus faible chez les non-innovantes (+23) et dans le secteur des Autres services (+25).



#### · INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE COMMANDES (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



Base: échantillon redressé.



<sup>(1)</sup> L'indicateur des carnets de commandes ou de réservations passées (année 2017), à +16, est à son meilleur niveau depuis le début de l'enquête. Il gagne 7 points en 1 an.

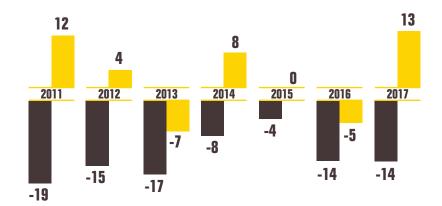
# **Exportations**

# Les ETI dans leur ensemble n'ont pas totalement atteint leurs objectifs en 2017

En 2017, seules les ETI fortement internationalisées ont dépassé leurs objectifs à l'exportation. Le solde d'opinion progresse de 18 points en 1 an. A contrario, les ETI movennement internationalisées ne réalisent pas toujours leurs objectifs. le solde d'opinion se stabilisant à -14.

#### · INDICATEUR DE RÉALISATION DES OBJECTIFS À L'EXPORTATION

(EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE ÉCOULÉE EN %)



#### Part du CA à l'international:

5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2018) 25 % et plus (22 % des ETI en 2018)

Base: échantillon redressé.

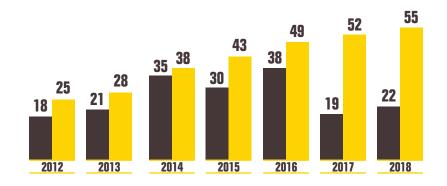
Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

# Pour 2018, les anticipations d'évolution des exportations demeurent optimistes surtout chez les ETI fortement internationalisées

L'indicateur prévisionnel d'activité à l'exportation progresse de 3 points par rapport à celui de 2017 à +40, son 2° point le plus haut depuis le début de l'enquête. Les ETI très internationalisées sont de nouveau très optimistes, proches du plus haut de 2011. Chez les moyennement internationalisées, les perspectives se redressent modestement (indicateur en hausse de 3 points, à + 22, mais inférieur à la moyenne à +26).

Contrairement aux années précédentes, les entreprises exportatrices prévoient. pour 2018, une hausse plus importante de leur chiffre d'affaires en France qu'à l'étranger où le niveau de leur activité restera à peu près stable. En effet, l'indicateur d'évolution de l'activité en France progresse de 23 points en 1 an (à +39), alors que ceux à destination de l'Union européenne ou du reste du monde gagnent respectivement 2 et 1 points (à +18 et +16).

#### • INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE L'ACTIVITÉ À L'EXPORTATION (EN SOLDE D'OPINION POUR L'ANNÉE EN COURS EN %)



#### Part du CA à l'international:

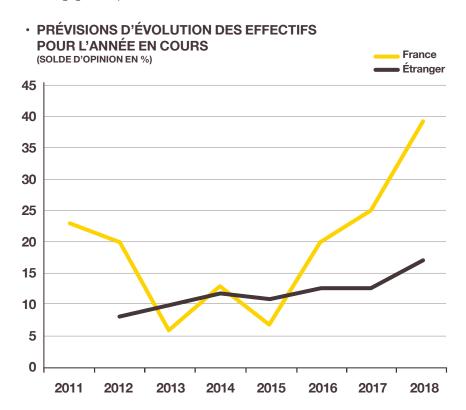
5 % à moins de 25 % (17 % des ETI en 2018) 25 % et plus (22 % des ETI en 2018)

Base: échantillon redressé.





Le solde prévisionnel des effectifs dans l'Hexagone, où les ETI nationales rassemblent 87 % de leurs effectifs mondiaux, progresse de 14 points par rapport à 2017, à +39. Il s'agit de la prévision la plus favorable depuis 2011, début de l'enquête. Les effectifs à l'étranger sont également prévus en hausse, l'indicateur, à +17, gagnant 4 points en 1 an.



Nota: en 2011, l'effectif à l'étranger n'était pas demandé dans l'enquête.

Base: échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

Le redressement des effectifs en France est net dans l'ensemble des secteurs : Industrie (+10 points), Construction (+36 points) et les Services (+11 points). En termes d'évolution, ce sont les plus petites ETI qui pensent renforcer le plus leurs effectifs en France. Leur indicateur progresse de 19 points par rapport à 2017 contre +13, et +14 points pour les moyennes et grandes ETI. Pour autant, la création d'emploi reste la plus dynamique chez les ETI de 500 salariés et plus. En termes qualitatifs, on note que les entreprises fortement internationalisées pensent augmenter le plus leurs effectifs tant en France qu'à l'étranger. En effet, l'indicateur progresse respectivement de 28 points et 18 points en 1 an (à +50 et + 57).

#### · PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF SALARIÉS **DES ETI EN 2018**

(SOLDE D'OPINION EN %)

TAILLE EN 2017	PART DES ETI CONCERNÉES	ÉTRANGER (rappel mars 2017)	FRANCE (rappel mars 2017)
(effectif total)		( )	( )
< 250 salariés	<b>17</b> %	+3 (+4)	<b>+ 37</b> (+ 18)
250 à moins de 500 salariés	33 %	+11 (+7)	+ 31 (+18)
500 à moins de 5 000 salariés	<b>50</b> %	+ 24 (+20)	+ 44 (+32)
			, ,
SECTEURS			
Industrie	<b>26</b> %	<b>+ 27</b> (+22)	<b>+ 35</b> (+25)
Construction	6 %	<b>+ 15</b> (+5)	<b>+ 53</b> (+ 17)
Commerce, Transports, Hébergement-restauration	<b>39</b> %	+8 (+6)	+ 32 (+17)
Services	29 %	<b>+ 20</b> (+17)	+ 50 (+39)
Services	<b>23</b> /0	<b>T 20</b> (+1/)	+ 30 (+39)
PART DU CA			
À L'INTERNATIONAL EN 2017			
Moins de 5 %	61 %	+3 (+3)	+41 (+24)
5 % à moins de 25 %	17 %	<b>+ 27</b> (+21)	+ 39 (+31)
25 % et plus	<b>22</b> %	+ 44 (+35)	+ 38 (+24)
(ETI très internationalisées)			
PART DES EFFECTIFS			
EN FRANCE EN 2017			
	14 %	. 57	. 50
Moins de 75 % (ETI très internationnalisées)	14 /0	<b>+ 57</b> (+39)	+50 (+22)
75 % à moins de 95 %	11 %	+42 (+34)	<b>+ 50</b> (+ 44)
95 % à moins de 100 %	9 %	+ 30 (+42)	+ 35 (+41)
100 %	<b>66</b> %	+2 (+3)	+ 36 (+21)
01 1001510 151011			
CLASSIFICATION			
« INNOVANTES »			
ETI innovantes	<b>60</b> %	+ 25 (+ 19)	+45 (+29)
ETI non innovantes	40 %	+3 (+7)	+ 30 (+ 19)
ENSEMBLE DES ETI	100 %	+ 17 (+ 13)	. 20
THOUNDLE DEG ELL	100 /0	+ 17 (+13)	<b>+ 39</b> <sub>(+25)</sub>

Base: échantillon redressé.



# Difficultés de recrutement

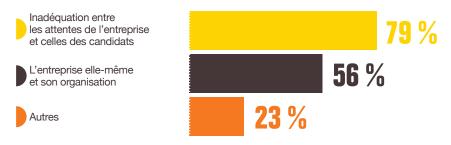
# 9 ETI sur 10 ont rencontré des difficultés de recrutement plus ou moins importantes

Faisant écho à l'augmentation de la demande de travail en France, 35 % des ETI ont rencontré d'importantes difficultés de recrutement au cours de l'année écoulée et 55 % quelques-unes. Seules 10 % des ETI ne sont pas concernées ou n'en n'ont pas rencontrées. Les ETI qui ont plus de 95 % de leur effectif salarié en France pâtissent le plus d'importantes difficultés de recrutement (37 % d'entreelles contre 28 % chez les autres ETI).

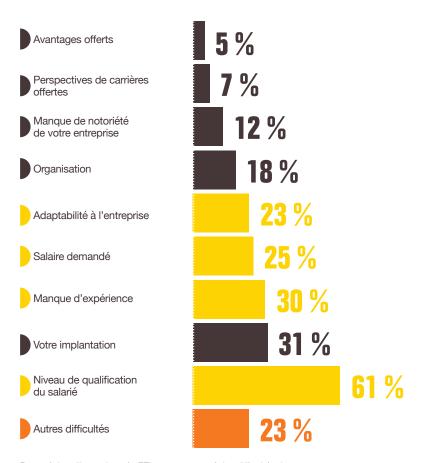
Comme les PME interrogées en avril dernier sur ce même sujet (1), 4 ETI sur 5 mettent en avant la difficulté d'établir une adéquation entre leurs attentes et celles des candidats. En revanche, elles sont plus nombreuses que les PME (56 % contre 27 %) à se considérer elles-mêmes, ou leur organisation, à l'origine de ces difficultés. De facon plus détaillée, elles évoquent d'abord le niveau de qualification du candidat (mentionné par 61 % des répondants concernés) et son manque d'expérience (30 %) ainsi que l'implantation géographique de leur entreprise (31 % - problématique citée par 49 % des ETI industrielles). Figurent ensuite, pour environ 1 ETI sur 4, le niveau du salaire demandé et l'adaptabilité à l'entreprise.

Parmi les secteurs les plus exposés aux difficultés importantes de recrutement en 2017 figurent la Construction (48 % des entreprises ont rencontré un niveau élevé de difficultés) suivie par les secteurs du Commerce/Transports/Tourisme (37 %).

Les ETI non-innovantes sont les plus touchées par des difficultés importantes (38 % contre 33 % chez les innovantes). En parallèle, ce sont les ETI qui exportent moins de 25 % de leur chiffre d'affaires, voire pas du tout, qui en pâtissent le plus (38 % contre 25 % chez les fortement exportatrices).



Note de lecture : 79 % des ETI ont cité au moins 1 des items relatifs à l'inadéquation de leurs attentes à celles des candidats (en jaune) comme source de difficultés à recruter.



Base: échantillon redressé - ETI ayant rencontré des difficultés de recrutement.

<sup>(1)</sup> **Bpifrance Le Lab** - Rexecode, trésorerie, investissement et croissance des PME - Baromètre trimestriel, mai 2018.

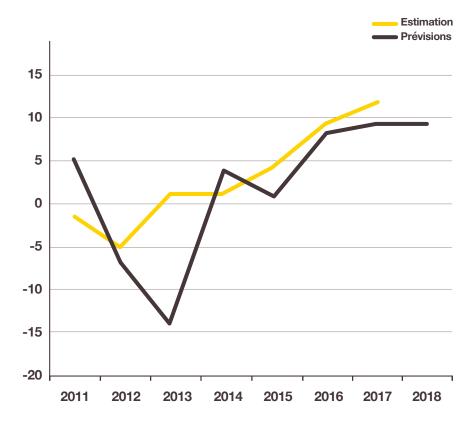




La situation de la trésorerie en 2017 est jugée « aisée » par 25 % des ETI et « difficile » par 13 %. À +12, l'indicateur de la trésorerie passée progresse de 3 points sur 1 an. Il est à son meilleur niveau depuis 2011.

Les trésoreries devraient continuer de s'assouplir en 2018, l'indicateur prévisionnel se stabilisant à son point haut (+9).

• ESTIMATION DE LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE L'ANNÉE PASSÉE ET ÉVOLUTION ATTENDUE SUR L'ANNÉE EN COURS (SOLDE D'OPINION EN %)



Base: échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

L'amélioration de l'état de la trésorerie est quasi générale selon les différentes catégories d'ETI, même si certains écarts demeurent.

En termes sectoriels, le contraste reste prononcé entre les ETI de l'Industrie (solde d'opinion à +20) et celles du groupe Commerce, Transport, Hébergement-restauration (+4).

• ETI PRÉSENTANT <u>LE MEILLEUR INDICATEUR</u> PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)



• ETI PRÉSENTANT LE PLUS FAIBLE INDICATEUR PASSÉ DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)

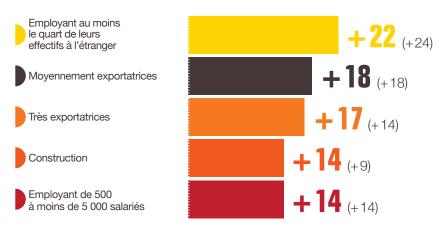


Base: échantillon redressé.

Les ETI, dans leur ensemble, espèrent une nouvelle amélioration de leur situation de trésorerie en 2018.

Les ETI employant au moins 500 salariés, les ETI de la Construction, celles exportatrices et celles bien implantées à l'étranger sont les plus optimistes quant à l'évolution attendue de leur trésorerie sur l'année en cours.

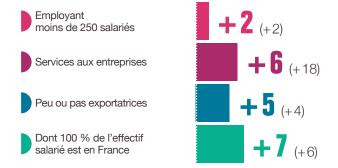
#### • ETI PRÉSENTANT <u>LE MEILLEUR INDICATEUR</u> PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)



Base: échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

#### • ETI PRÉSENTANT <u>LE PLUS FAIBLE INDICATEUR</u> PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN 2018 (rappel 2017) (SOLDE D'OPINION EN %)



Base: échantillon redressé.



# CROISSANCE INTERNE

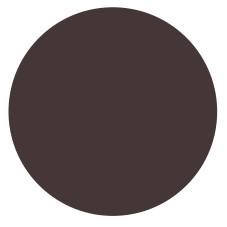
LES ETI DANS LEUR ENSEMBLE ONT INTENSIFIÉ LEUR POLITIQUE D'INVESTISSEMENT EN 2017. LES PRÉVISIONS 2018 RESTENT TRÈS BIEN ORIENTÉES Le volume global des investissements physiques (1) et immatériels (2) a continué de progresser en 2017. L'indicateur en solde d'opinion s'établit à +46, les investissements étant déclarés en hausse dans 53 % des cas et en baisse dans 7 %. Il gagne ainsi 13 points en 1 an et atteint son plus haut niveau dans l'enquête.

Toutes les ETI, quels que soient leur taille, leur secteur d'activité, le degré d'internationalisation et leur caractère innovant ou pas, ont augmenté leurs dépenses d'investissement.

Toutefois, l'augmentation est particulièrement marquée chez celles du secteur des Services (+21 points), et les fortement exportatrices (+21 points).

Les prévisions d'investissement de croissance interne pour 2018 sont de nouveau bien orientées. L'indicateur prévisionnel progresse de 10 points à +35, son meilleur niveau depuis 2011.

L'investissement s'accélérerait le plus dans les Services (+22 points, à +51).





 $<sup>^{(1)}</sup>$  Investissements physiques : immobilier, outil de production...

<sup>(2)</sup> Investissements immatériels : R&D, formation, labels...



# **CROISSANCE ET PRISES DE PARTICIPATIONS** SONT EN HAUSSE, TANT CELLES REALISÉES EN 2017 QUE CELLES EN COURS OU À L'ÉTUDE

# Le quart des ETI

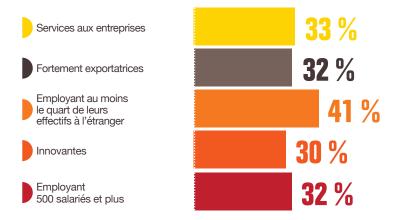
# a créé au moins une filiale en 2017...

En 2017, 26 % des ETI nationales ont créé au moins une nouvelle filiale en France ou à l'étranger, proportion quasi stable par rapport à l'année précédente (25 %).

La proportion est supérieure à la moyenne dans la Construction, chez les ETI les plus exportatrices et internationalisées, les innovantes et chez celles employant 500 salariés et plus.

• LE TAUX DE CRÉATION D'AU MOINS UNE FILIALE EN 2017 EST SUPÉRIEUR À LA MOYENNE DE 26 % POUR LES ETI **DES CATÉGORIES SUIVANTES:** 

(EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



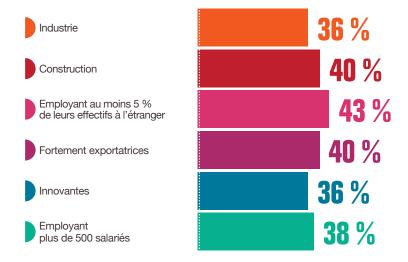
Base: échantillon redressé.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

# ... et 30 % ont des projets de création de nouvelles filiales en 2018

En hausse de 2 points par rapport à 2017, c'est la proportion la plus élevée dans l'enquête depuis 2011. Elle est la plus forte dans l'Industrie et la Construction, dans les ETI très exportatrices et internationalisées, les innovantes et les ETI de plus de 500 salariés.

· LES PROJETS DE CRÉATION DE FILIALES EN 2018 SONT PLUS FRÉQUENTS CHEZ LES ETI PRÉSENTANT LES CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES: (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)

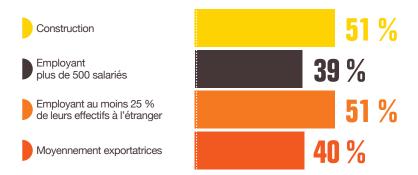


Base: échantillon redressé.

# 3 ETI sur 10 ont pris des participations dans d'autres entreprises en 2017...

En 2017, 31 % des ETI ont pris des participations dans au moins une autre société, dans la movenne des années précédentes.

 LA PROPORTION D'ETI AYANT PRIS DES PARTICIPATIONS EN 2017 DANS D'AUTRES ENTREPRISES DÉPASSE LA MOYENNE DE 31 % DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



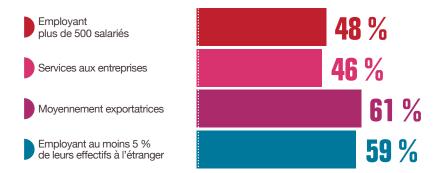
Base: échantillon redressé

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

# ... et 4 sur 10 envisagent de prendre de nouvelles participations en 2018

La proportion de 42 % d'ETI avec des projets de prises de participations demeure dans la continuité de 2017 (41 %). Il faut remonter à 2011 pour retrouver une telle fréquence de projets.

• LES PROJETS DE PRISES DE NOUVELLES PARTICIPATIONS SONT PLUS FRÉQUENTS DANS LES CATÉGORIES SUIVANTES : (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES)



Base: échantillon redressé.

# Près d'1 ETI sur 5

# a des projets de création de filiale ou de prise de participations à l'étranger

Cette proportion progresse de 2 points par rapport à celle de 2017 (16 %).

· RÉPARTITION DES ETI AYANT UN OU PLUSIEURS PROJETS FERMES À L'ÉTRANGER PAR ZONE D'IMPLANTATION (EN % DE L'ENSEMBLE DES ETI NATIONALES) (rappel en 2017)

UNION EUROPÉENNE ASIE 28 % (20 %)

**AMÉRIQUE DU NORD** 

20 % (19 %)

**AFRIOUE** 

**EUROPE HORS UE** 

**19** % (16 %)

15 % (8 %)

**AMÉRIQUE LATINE** 

8 % (5 %)

**NCÉANIE 3** % (1 %)

Lecture: parmi les 18 % d'ETI avant au moins un projet ferme à l'étranger, 56 % ont un proiet à court terme dans l'Union européenne, contre 61 % en 2017.

**56** % (61 %)

Base: échantillon redressé - ETI ayant au moins un projet ferme à l'étranger.

Source : enquête **Bpifrance-DGE** auprès des ETI.

L'Union européenne reste de très loin la 1<sup>re</sup> zone d'implantation ciblée, avec 56 % des ETI ayant un projet de croissance externe. Viennent ensuite l'Asie (28 %), l'Amérique du Nord (20 %), l'Afrique (19 %), puis l'Europe hors UE (15 %), l'Amérique latine (8 %) et l'Océanie (3 %). Toutefois, il est à noter que la proportion de projets d'implantation en Union européenne est moindre qu'en 2017 (-5 points) notamment au profit de l'Asie (+8 points) et de l'Europe hors UE (+7 points). Parmi ces ETI ayant des projets fermes d'implantation en dehors de l'Hexagone, la moitié appartiennent au secteur de l'Industrie et 80 % sont déjà internationalisées.

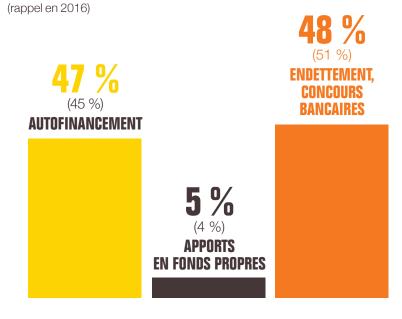
# **Près de la moitié des investissements** de croissance de 2017

# a été financée par l'endettement et les concours bancaires...

Pour financer leurs investissements, les ETI ont eu recours à l'endettement financier et aux concours bancaires, mais dans une moindre mesure que l'année précédente. Le poids moven dans le plan de financement ressort à 48 %, contre 51 % en 2016. Cette proportion reste significative. La faiblesse historique des taux d'intérêt explique sans doute cette orientation.

La part relative des apports en fonds propres s'établit à 5 % des besoins en movenne, en hausse de 1 point sur 1 an.

 PLAN DE FINANCEMENT MOYEN DES INVESTISSEMENTS DE CROISSANCE RÉALISÉS PAR LES ETI EN 2017



Base: échantillon redressé.

# ... et les ETI souhaitent toujours

# recourir davantage à l'endettement financier en 2018

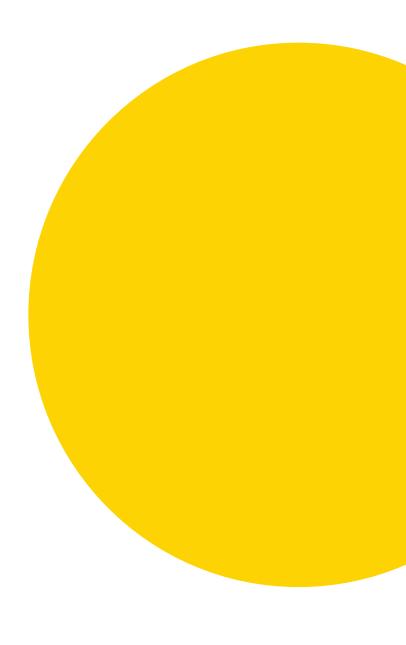
De même que les investissements courants devraient rester dynamiques en 2018, avec un solde d'opinion prévisionnel de + 35, les projets de nouvelles filiales et prises de participations restent bien orientés sur 1 an. Les besoins de financement des ETI nationales devraient donc s'accroître.

Dans un contexte de coût du crédit aux entreprises toujours très favorable, les ETI envisagent à nouveau de réduire la part de l'autofinancement au profit de l'endettement financier. En effet, 23 % souhaitent augmenter la part relative des concours financiers externes et 10 % la réduire, le solde d'opinion prévisionnel restant très positif à +13.

Le recours aux fonds propres serait également en très légère hausse, le solde d'opinion devenant positif à +1 après -1 en 2017. À l'inverse, le solde prévisionnel reste négatif, à -3 pour l'autofinancement contre -6 l'année précédente.

Si la hausse de l'endettement reflète une bonne résilience de l'investissement des entreprises françaises, il les expose, a contrario, à une remontée future des taux d'intérêt ou à une baisse du prix des actifs.









# **3**% seulement des ETI

# ont eu des difficultés majeures pour obtenir des concours financiers [1] en 2017

En 2017, 2 % des ETI n'ont pu obtenir aucune facilité de la part des banques pour financer leur exploitation courante, sans changement par rapport à 2016.

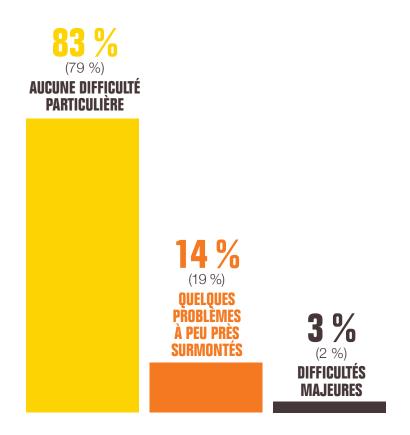
De la même façon, elles ne sont que 2 %, comme en 2016, à avoir dû annuler ou reporter des projets d'investissement faute d'obtention du soutien des établissements de crédit.

(1) Pour financer leur exploitation courante et/ou leurs investissements.



· NIVEAU DE DIFFICULTÉS RENCONTRÉES EN 2017 PAR LES ETI POUR FINANCER LEUR TRÉSORERIE ET/OU LEURS PROJETS D'INVESTISSEMENT:

(rappel en 2016)



Note de lecture : 83 % des ETI n'ont rencontré aucune difficulté particulière que ce soit pour le financement de leur trésorerie ou de leurs investissements.

Base: échantillon redressé.

# La réduction des marges d'exploitation

# freine un peu moins le développement des ETI

Les ETI ont été amenées à donner leur appréciation sur 4 types d'obstacles possibles au développement de leur entreprise :

- le manque de fonds propres ;
- l'endettement excessif ;
- le resserrement des conditions d'accès au crédit :
- la réduction des marges.

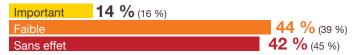
Les 3 premiers facteurs, purement financiers, pèsent relativement peu. Ils n'affectent de façon importante que 12 à 14 % des ETI.

En revanche, l'insuffisance des marges d'exploitation demeure l'obstacle majeur au développement des ETI, même si ce frein continue de se relâcher, avec 47 % de citations après 51 % en 2017, 53 % en 2016 et 55 % en 2015.

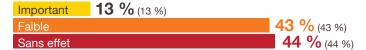
· APPRÉCIATION DES FREINS AU DÉVELOPPEMENT **EN MARS 2018** 

(rappel en mars 2017)

#### **MANQUE DE FONDS PROPRES**



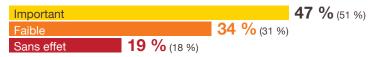
#### **ENDETTEMENT EXCESSIF**



#### RESSERREMENT DES CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT



#### **RÉDUCTION DES MARGES**



Base: échantillon redressé.



# Des contraintes d'accès au crédit

# assez limitées

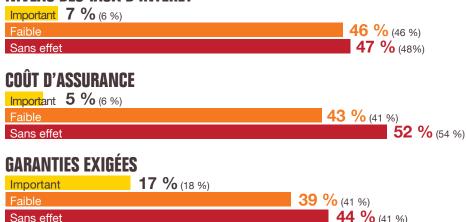
En matière d'accès aux concours bancaires à court terme, seules les garanties demandées par les établissements de crédit pèsent de façon significative, avec 17 % de citations, soit 1 point de moins qu'en 2017.

Le niveau des taux d'intérêt et le coût d'assurance ne sont mentionnés que par 7 % et 5 % des ETI, proportions voisines de celles observées en 2017 (6 %).

· APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À COURT TERME EN MARS 2018

(rappel en mars 2017)

#### NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT



Base: échantillon redressé.

Source : enquête Bpifrance-DGE auprès des ETI.

Pour ce qui concerne l'accès aux prêts bancaires à l'investissement, le jugement des ETI est constant par rapport à celui de 2017.

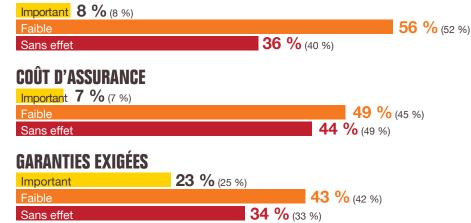
Les garanties exigées pour la mise en place des concours sont estimées pesantes par 23 % des ETI, soit 2 points de moins que l'année précédente.

Comme en 2017, le niveau des taux d'intérêt est considéré contraignant par 8 % des ETI, et le coût additionnel d'assurance des crédits bancaires à l'investissement est jugé beaucoup trop lourd par 7 % des entreprises.

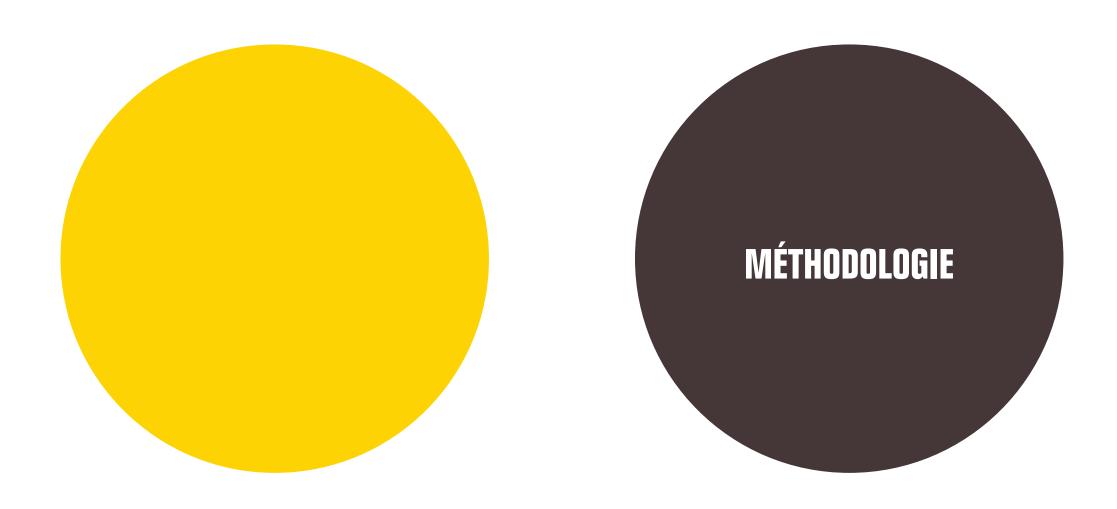
· APPRÉCIATION DES CONTRAINTES LIÉES AUX PRÊTS À MOYEN ET LONG TERME EN MARS 2018

(rappel en mars 2017)

## **NIVEAU DES TAUX D'INTÉRÊT**



Base: échantillon redressé.



Ces résultats proviennent de la 8° enquête de conjoncture menée conjointement par la DGE et Bpifrance auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales (1), en mars 2018. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

## Définition des FTI

La nouvelle catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des petites et moyennes entreprises (PME) (2), et qui :

- d'une part, occupent moins de 5 000 personnes;
- d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les grandes entreprises (GE).

# Périmètre de l'étude

La population de référence des 3 485 ETI nationales qui ont servi de base à cette enquête, est composée des ETI ayant répondu à l'enquête de conjoncture 2017 et des entreprises qualifiées « ETI » par la DGE (3) ou Bpifrance (4).

# **Échantillon d'analyse** et méthode de redressement

Un questionnaire a été adressé à ces entreprises début mars 2018. Sur les 952 questionnaires reçus avant le 24 mai, 531 ont été validés pour constitution de l'échantillon d'analyse.

Ont été écartées les entreprises hors critères ETI et celles dont le questionnaire était incomplet ou mal rempli.

Cet échantillon a été redressé en fonction des 3 critères :

- taille:
- secteur d'activité;
- région.

L'analyse porte sur les données consolidées lorsqu'il y en a d'établies (77 % de l'échantillon), sinon sur les données sociales de l'entreprise répondante.

# **Indicateur ou solde d'opinion**

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution = [(% « en hausse ») (% « en baisse »)] x 100
- Indicateurs en niveau = [(% « aisé ») (% « difficile »)] x 100

<sup>(1)</sup> ETI dont la tête de groupe est en France.

<sup>(2)</sup> Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.

<sup>(3)</sup> Entreprises sélectionnées à partir des bases INSEE.

<sup>(4)</sup> Entreprises sélectionnées par **Bpifrance** via ses études et enquêtes.



